LA REVUE
eulalie
Supplément

ILLETTRISME

Pourquoi ? Comment en sortir ?

Lutte contre l'illettrisme
Vers une grande cause régionale

Dans une société où les modes de communication ont beaucoup changé ces dix dernières années, notamment grâce à l'électronique, l'écriture a évolué proportionnellement. Et qui dit écriture modifiée, sans règles, dit lecture qui plonge. Qui de l'œuf ou de la poule fut le premier? Qui de l'écriture ou de la lecture fut le premier à lâcher prise?

Des SMS contractés à base d'initiales aux messages courts instantanés, ces dernières années ont accéléré un phénomène dramatique : l'illettrisme. Comme on le lira dans cette enquête détaillée, 10 % de la population française sont touchés à divers degrés par ce mal insidieux et handicapant. Le Nord - Pas de Calais, lui, compte 15,5 % d'illettrés.
Le Centre régional des lettres et du livre et la fondation Les Voies du Nord (du journal La Voix du Nord) avec son président Michel Nozière, ont décidé de rejoindre activement celles et ceux qui luttent depuis vingt-cinq ans contre ce fléau. L'objectif est de mobiliser autour de projets concrets les acteurs déjà en place, notamment le Conseil régional, dont on peut découvrir le travail de l'ombre dans les articles de notre enquête.
Le premier objectif est clairement défini : ramener notre région dans la moyenne nationale en 2012, soit une amélioration de près de 6 %.
Le directeur du Centre régional des lettres et du livre, Léon Azatkhanian propose que l'illettrisme soit officiellement déclaré « Grande cause régionale » en 2011. L'objectif est de mobiliser autour de cet enjeu l'ensemble des acteurs régionaux, tout en communiquant fortement.
L'illettrisme est un handicap lourd, notamment face à l'administration ou dans la recherche d'un emploi. Le groupe La Voix du Nord l'a bien compris et son directeur général, Jacques Hardoin, a clairement affirmé les orientations de la lutte contre l'illettrisme via Les Voies du Nord.

Ce supplément de la revue Eulalie est la première marche qui permettra de progresser vers ces sommets et d'atteindre le niveau national… et pour faire mieux ensuite. Les Voies du Nord ont financé ces pages et l'ESJ de Lille a dépêché ses jeunes journalistes sur le terrain pour dresser l'état des lieux de l'illettrisme. Cette triangulation CRLL - Les Voies du Nord - ESJ de Lille se veut mobilisatrice et ouverte à d'autres partenaires, car une grande cause régionale n'a de sens que si elle associe le plus grand nombre. Gardons comme guide cette merveilleuse phrase lue par un jeune enfant handicapé qui apprenait à lire : « Je sais lire, je suis libre ».

HENRI DUDZINSKI
VICE-PRÉSIDENT LES VOIES DU NORD
ADMINISTRATEUR DU CENTRE RÉGIONAL DES LETTRES ET DU LIVRE

Ce supplément est le fruit d'un partenariat entre la Fondation Les Voies du Nord, l'École supérieure de journalisme de Lille et le Centre régional des lettres et du livre Nord – Pas de Calais.

Rédaction : Flora Beillouin, Yann Bouchez, Noémie Coppin, Marc Daniel, Pia de Quatrebarbes, Noémie Destelle, Mathilde Fassin, Anne-Claire Genthialon, Malika Groga-Bada, Julie Koch et Fériel Oumsalem.
Remerciements à Corinne Vanmerris, Marie Kock, Henri Dudzinski, Odile Chopin.

Directrice de la publication : Esther De Climmer – **Secrétariat de rédaction et mise en page** : Lucie Eple – **Correctrice :** Amélie Clément-Flet – **Imprimeur :** Imprimerie Léonce Deprez, adhérent Imprim'vert, sur un papier certifié PEFC (provient de forêt gérées durablement) – ISSN : 2101-5198 – Dépôt légal : octobre 2010.

La revue Eulalie est une publication de l'association de préfiguration du Centre régional des Lettres et du Livre Nord – Pas-de-Calais, association loi 1901 – **Conseil d'administration** : Andrzej Bilecki, Daniel Boys (vice-président), Esther De Climmer (présidente), Henri Dudzinski, Didier Lesaffre, Môn Jugie (trésorière), Philippe Massardier (secrétaire).
Léon Azatkhanian (directeur), Marie-Claude Pasquet (chargée de mission patrimoine), Elisabeth Bérard (chargée d'administration), Lucie Eple (information-publications), Valérie Tronet (documentaliste-webmestre), 44 place Georges Clémenceau 62400 Béthune – Tél. : 03 21 53 02 23 – Courriel : contact@crll-nordpasdecalais.fr – Internet : www.eulalie.fr

L'association de préfiguration du CRLL est subventionnée par le ministère de la Culture – Direction régionale des affaires culturelles, le Conseil régional du Nord – Pas-de-Calais, le Département du Pas-de-Calais, le Département du Nord, la Communauté d'agglomération Artois Comm.

Photo page VI : portrait de Patrick Reynaert, réalisé par Marc Mounier-Kuhn, tiré d'une série intitulée *Mossley 2004*, http://www.flickr.com/photos/marc_mk/

Illustration de couverture : Flora Beillouin

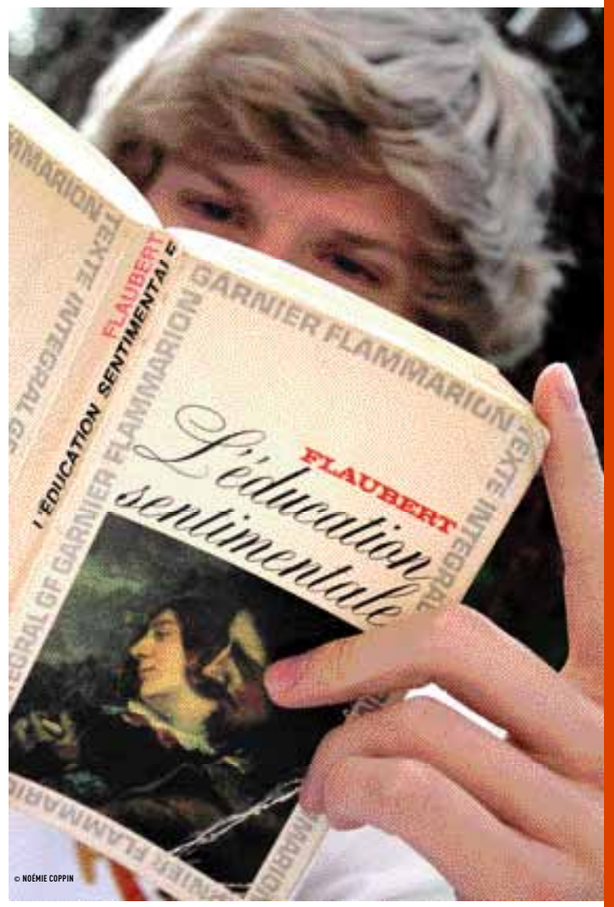
Objectif détection

L'ensemble des acteurs qui luttent contre l'illettrisme est confronté à un problème de taille : sa détection. Enquêtes, tests, suivi scolaire… Des institutions aux associations, l'heure est à la mobilisation pour mieux repérer les personnes qui passent entre les mailles du filet.

En France, plus de 9 % de la population est concernée par l'illettrisme. Pour repérer ces personnes en difficulté de lecture et d'écriture, plusieurs moyens existent. Des moyens dits « directs », telle que la Journée d'appel de préparation à la défense (JAPD) ou des moyens « indirects » comme les évaluations au cours de la scolarité.

Les moyens d'évaluations directs
La JAPD : La Journée d'appel de préparation à la défense, (voir reportage page VII) organisée conjointement par les ministères de la Défense et l'Éducation nationale est le moyen le plus efficace et le plus structuré pour détecter l'illettrisme. Si l'armée estime à environ 10 % la proportion de jeunes de 16 à 25 ans qui « passent entre les mailles du filet », elle voit tout de même passer la quasi totalité de cette classe d'âge. Pendant une demi-heure, ces jeunes gens sont soumis à des tests de français qui permettent d'évaluer leur niveau de grammaire, d'orthographe, mais aussi de compréhension.
L'IVQ : l'enquête Information et vie quotidienne, en abrégé IVQ, est réalisée par l'INSEE et l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI). Entre 2004 et 2005, un échantillon de 10 000 personnes âgées de 18 à 65 ans a répondu à un ensemble de questionnaires et pratiqué des exercices fondés sur la vie quotidienne, depuis les formulaires de la sécurité sociale jusqu'aux programmes télévisés. Au terme de l'enquête, 9 % des personnes interrogées se sont révélées être illettrées, soit 3 100 000 personnes en France métropolitaine.
La détection en milieu carcéral : dès son arrivée en maison d'arrêt, le détenu est soumis à une première évaluation informelle par le gradé de service, lors de l'entretien d'entrée. Cette évaluation imprécise est affinée plus tard par les formateurs en prison. La population carcérale est particulièrement touchée par l'illettrisme : en 2008, 16 % des détenus étaient illettrés.

Les moyens indirects
En plus des tests exclusivement destinés au repérage de l'illettrisme, d'autres moyens sont mis en place. Ainsi, des tests sont effectués par le ministère de l'Éducation nationale, en CE1 et à l'entrée des enfants au niveau sixième, afin d'évaluer les acquis. Les élèves en difficulté sont immédiatement repérés et pris en charge par leurs enseignants.
Au niveau européen, les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) conduisent l'enquête Pisa, le projet international pour le suivi des élèves de 15 ans. Elle ne vise pas à prendre la « mesure » des situations d'illettrisme, mais donne une idée précise du niveau de maîtrise des compétences de base par les élèves des pays industrialisés. En moyenne, 6 % des élèves de 15 ans ne peuvent pas prélever une information simple dans un texte court.
Ces deux moyens permettent d'avoir une vision d'ensemble des problèmes et de mettre en place des plans d'action globaux.



© NOÉMIE COPPIN

Illettrisme et vie active
Dans le monde du travail, la mobilisation se poursuit.
En février dernier, un accord-cadre a été signé entre l'ANLCI et le secrétariat d'Etat à l'emploi. Dans la mesure où 15 % des demandeurs d'emploi sont potentiellement illettrés, les conseillers du Pôle emploi et des missions locales seront formés à la détection et à l'orientation des personnes en difficulté. Des formations intitulées « Savoirs de base » ou « Ecrits professionnels » - mais jamais « Illettrisme » - seront proposées. Cet accord-cadre prévoit aussi de débloquer davantage de fonds pour la prise en charge des personnes illettrées.
Certains OPCA (organismes paritaires collecteurs) tels que le FAFSEA (Fonds national d'assurance formation des salariés des exploitations et entreprises agricoles) ou le FAFIH (Fonds national d'assurance formation de l'industrie hôtelière) se sont aussi engagés, avec l'appui de l'ANLCI, à œuvrer. Du côté de la fonction publique, le CNFPT (Centre national de la fonction publique territoriale) propose des formations car certains agents administratifs de catégorie C se révélent illettrés. Enfin, d'autres acteurs comme les grands réseaux caritatifs (les Restos du coeur, la Croix rouge), proposent des ateliers d'accompagnement scolaire ou de lutte contre l'illettrisme, à l'instar de nombreuses associations ou des centres sociaux.

MALIKA GROGA BADA

25 ans de lutte contre l'illettrisme, la réponse en 2012

15,5 % de personnes illettrées dans le Nord - Pas de Calais, quand la moyenne nationale s'établit à 9 %. La région est à la traîne, même si depuis plus de vingt ans les pouvoirs publics se mobilisent. Le dernier plan en date, LEA (Lire, Ecrire, Agir), s'est donné pour objectif de revenir dans la moyenne nationale en 2012. La région pourra-t-elle relever ce défi ?

© NOÉMIE COPPIN

Ils seraient 350 000 adultes en situation d'illettrisme dans le Nord - Pas de Calais. Ce chiffre, alarmant, mais qui permet de rendre palpable une situation difficile à appréhender, a été dévoilé pour la première fois en 2007 dans une enquête de l'Insee. 15,5 % de la population âgée de 18 à 65 ans est ainsi concernée. « C'est la première fois qu'on a eu des chiffres sûrs », explique Latifa Labbas, conseillère technique au Conseil régional Nord - Pas de Calais, en charge du dossier illettrisme.

Que recouvre le terme d'illettré ?
Il définit la situation des adultes qui ne maîtrisent pas les savoirs de base (lire, écrire, compter, cf encadré) après avoir suivi une scolarité en France. Derrière la définition, une diversité de situations, de la lecture avec difficulté à l'absence totale de compréhension devant un texte. « 95 % des gens qu'on classe en situation d'illettrisme sont capables de lire, de déchiffrer un texte. Leur principal problème va être de donner du sens à ce qu'ils lisent », prévient Jean-Pierre Jeantheau, chargé de mission national spécialisé dans les statistiques à l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI). Cette structure est chargée de coordonner les moyens mis en œuvre par l'Etat - la France fait du combat contre l'illettrisme une priorité nationale depuis 1998 - , les collectivités locales et les entreprises.
Dans la région, on sait désormais que les individus touchés par l'illettrisme ont en majorité plus de 45 ans, sont plutôt des hommes et ont pour la plupart un emploi (voir encadré). Aucune étude sociologique n'est venue expliquer les mauvais chiffres de la région. Mais dans toutes les bouches, le même facteur revient : le passé minier et industriel, qui nécessitait des emplois peu qualifiés.
Si les origines du mal sont encore méconnues, la lutte s'organise.
Dans le Nord - Pas de Calais, c'est Pascale Ramat qui est aux commandes. Et, spécificité locale, la Région s'est volontairement associée à l'Etat.

Le plan Etat-Région de lutte contre l'illettrisme : LEA
Ils se sont alliés pour monter un plan régional stratégique de prévention et de lutte contre l'illettrisme : Lire, écrire, agir (LEA). Signé en 2008, son objectif est de ramener le chiffre local à la moyenne nationale d'ici 2012, soit faire passer l'illettrisme à 9 % dans le Nord - Pas de Calais. La Région est prête à investir. Elle destine 227 millions d'euros à la formation permanente. Depuis les lois de décentralisation, elle s'associe à l'Etat pour mettre en place les lycées deuxième chance. Plus largement, dans tous les projets culturels mis en œuvre et financés par le Conseil régional, le « public illettré est aussi visé à chaque fois», rappelle Latifa Labbas. Dans ce contexte, le plan LEA souhaite apporter « un cadre de référence formalisé, un plan d'action écrit et stratégique » explique-t-elle. Autrement dit, un dossier détaillé de vingt fiches répertorie des actions comme « Création d'un comité de coordination », « Aide aux élèves ayant un trouble du langage » ou « Accompagnement des salariés relevant du secteur de l'insertion par l'économie ».
Dès 2011, une nouvelle enquête de l'INSEE devrait mesurer les effets du plan. Et ce, même si les expériences passées n'avaient pas été forcément concluantes : deux contrats de plan avaient déjà été élaborés, sur les périodes 1994-1999 et 2000-2006, sans qu'aucun bilan n'ait été réalisé.

Acteurs en quête de cohérence
La région se concentre surtout sur l'évaluation de la situation. Ainsi, deux expérimentations ont été lancées au printemps 2010 sur les bassins d'emploi de Sambre-Avesnois et de Lens-Liévin afin de vérifier le maillage du territoire. Si la région est relativement bien couverte, certains regrettent un manque de coordination entre les différents acteurs. « On fonctionne de manière trop cloisonnée, déplore Luc Destailleur, responsable du Centre Université-Economie d'éducation permanente (CUEEP) de Roubaix-Tourcoing, « Chacun est enfermé dans son mode de fonctionnement alors qu'il faudrait plus de transversalité. » Mais certains organismes tentent quand même de rendre les actions cohérentes. « Notre rôle est de coordonner les politiques publiques de formation », explique Véronique Eberlé, chargée de la mission illettrisme au C2RP (Centre régional de ressources pédagogiques). Acteur incontournable de la lutte contre l'illettrisme, cette structure d'accompagnement mobilise exclusivement des professionnels, des relais qui gèrent les formations.
À travers le C2RP, 6 280 personnes ont été accueillies en stage en 2008. Cela représente à peine 1,8 % des adultes illettrés de la région. Un chiffre bien faible mais qu'il faut relativiser pour Véronique Eberlé : « Les associations sont nombreuses, et prennent en charge toute une partie des personnes illettrées ».
C'est le cas du CUEEP, rattaché à la faculté de Lille I. Ce dispositif permanent d'accueil de personnes illettrées, créé il y a 40 ans, était destiné à l'origine à prendre en charge la reconversion des mineurs. Aujourd'hui, des ateliers de lecture et écriture y sont organisés et chaque apprenant suit un plan de formation personnalisé. « L'accueil est souple », commente Luc Destailleur. « On peut entrer et sortir d'un programme à tout moment ».

Comment prévenir ce qui ne s'avoue pas ?
Au-delà de cette prise en charge, l'aspect prévention contre l'illettrisme est également pensé pour anticiper le problème. Selon Luc Destailleur, « il y a un déséquilibre dans le Nord - Pas de Calais au niveau de la répartition entre préventif et curatif. Je pense qu'il faudrait revoir la formation initiale et le modèle d'enseignement à l'école par exemple. »
Malgré tous ces efforts, l'illettrisme reste toujours une question tabou. Aux yeux de Latifa Labbas, « Quand des gens utilisent toutes les stratégies de contournement pour qu'on ne remarque pas leurs difficultés et que, souvent, il y a un blocage par rapport à l'école, ils vont difficilement se manifester pour suivre une formation ».

PIA DE QUATREBARBES ET MATHILDE FASSIN

Agence nationale de lutte contre l' illettrisme
1, place de l'Ecole - BP 7082
69348 Lyon – Cedex 7
Tel. : 04 37 37 16 80
Fax : 04 37 37 16 81
www.anlci.gouv.fr

CUEEP Lille
11 rue Auguste Angellier - 59046 Lille Cedex
Tél. : 03 20 58 11 11
Fax : 03 20 58 11 10
http://cueep.univ-lille1.fr
cueep-direction@univ-lille1.fr
cueeplille-accueil@univ-lille1.fr -
CUEEP Villeneuve d'Ascq
Bât B5/6 Cité Scientifique 59655 Villeneuve d'Ascq Cedex
Tél. : 03 20 43 32 00
Fax : 03 20 43 32 01
CUEEP Sallaumines
Centre Joliot Curie, rue de Lens 62430 Sallaumines
Rocade minière, sortie Sallaumines
Tél. : 03 21 13 49 30 / Fax : 03 21 13 49 31
cueep.sallaumines@univ-lille1.fr -
CUEEP Tourcoing
2 rue Montyon 59200 Tourcoing
Tél. : 03 20 26 82 09
Fax : 03 20 24 37 48
secretariat-cueep-tg@univ-lille1.fr

C2RP
Immeuble Le Vendôme - 50, rue Gustave Delory - 59000 Lille
03.20.90.73.00/ www.c2rp.fr

Trois niveaux
À la demande du Fonds d'action social et du Conseil régional du Nord - Pas de Calais, un ensemble d'organismes de formation a réalisé en 1990 un référentiel linguistique de base. Il est aujourd'hui appliqué nationalement et fait autorité. Il répartit en trois catégories les personnes en situation d'illettrisme.

Niveau 1 : les personnes ne savent pas lire
Niveau 2 : les personnes savent lire mais sont en incapacité de produire un écrit
Niveau 3 : les personnes savent lire et produire des écrits compréhensibles mais avec encore de très nombreuses erreurs

Quelques chiffres
350 000 personnes en situation d'illettrisme pour 4 020 000 habitants
51 % des personnes illettrées ont plus de 45 ans
55 % sont des hommes
49 % des adultes en situation d'illettrisme ont un emploi
1,8 % des illettrés ont suivi une formation de maîtrise des savoirs de base

Une définition
En 2000, lors de sa création, l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) définissait l'illettrisme ainsi : « L'illettrisme caractérise la situation face à l'écrit des personnes qui, bien qu'ayant suivi une scolarité en français pendant au moins cinq années, ne parviennent pas, seules et avec le seul recours à l'écrit, à comprendre efficacement un texte écrit portant sur des situations de la vie quotidienne, et/ou ne parviennent pas à transmettre efficacement un message par écrit ». Pour les personnes qui n'ont jamais été scolarisées, on parle d'analphabétisme. Pour les nouveaux arrivants dans un pays, dont ils ne parlent pas la langue et qu'ils doivent apprendre, en France, on parle du « Français langue étrangère ».

L'être sans lettres

© MARC MOUNIER-KUHN

Patrick Reynaert est de ceux qui ont traversé la tempête Mossley, du nom de la dernière filature de la région lilloise où il est entré en 1979 à l'âge de seize ans. Il y a travaillé vingt-trois ans, avant de se faire débarquer, du jour au lendemain, avec les 122 autres salariés. Le délégué CGT, « grande gueule », mènera la lutte pendant plusieurs mois. De la révolte digne des Mossley, le réalisateur Marcel Trillat a fait un documentaire, intitulé « 300 jours de colère ». Le film avait même fait l'objet d'une projection publique, dont Patrick Reynaert se souviendra longtemps. L'ancien leader n'en menait pas large. « J'étais paniqué. Tout le monde allait savoir. J'étais debout au fond, prêt à me sauver ». Savoir quoi ? Patrick Reynaert est illettré. Il l'a caché des années, avant d'en parler face à la caméra.

« Gamin, j'étais souvent au fond de la classe. Premier en travaux manuels, mais le reste, ça ne rentrait pas ». Alors il erre de redoublement en passage forcé. « Un drôle de système ». Pour autant, le jeune homme est bosseur, enchaîne les petits boulots. À seize ans, sur la route de l'ANPE, il s'arrête à la filature et décroche un job pour le lendemain, 5 heures du matin. « En ce temps-là, c'était pas trop important de savoir lire ou écrire, on pouvait trouver du travail. »

Maître de l'esquive

L'illettrisme, à l'époque, mieux valait ne pas lui en parler. « Je pouvais frapper. Je pensais qu'on me prenait pour un abruti. » Alors il simule, passe maître dans l'art de l'esquive et du camouflage. « Après, les gens de l'usine m'ont demandé : « comment t'as fait pour le cacher ? ». Je pensais que dans la filature ça parlait, mais une bonne cinquantaine des autres employés n'en avait aucune idée. Dont mon directeur bien sûr. ». Quand il va au restaurant, il regarde la carte, demande ce que les autres prennent, l'air de rien, avant de commander la même chose. À la banque, il demande à l'employé de remplir les formulaires, prétextant faire trop de fautes d'orthographe. À ses enfants même, qui lui demandent de leur lire une histoire, il finit par mentir, invente des maux de tête. « C'est comme de perdre un bras. On vit avec, on prend l'habitude. »

Orgueil ouvrier

« Il y a quand même un message important à faire passer aux patrons, c'est que les salariés qui ne savent pas lire ou écrire savent faire énormément de choses. Peut être même plus que les autres », martèle l'ouvrier. Il parle avec orgueil des 22 sièges automobiles qui passent entre ses mains chaque jour. Ses réalisations professionnelles comme ses anciennes activités syndicales sont à ses yeux le meilleur démenti à opposer à ceux qui seraient tentés de croire ce maudit raccourci « illettré = abruti ». « J'étais fier d'être élu délégué syndical. À la filature, les autres attendaient après moi pour arrêter les machines ». Pas besoin de savoir lire pour être un salarié compétent et motivé. « Un peu comme les étrangers qui arrivent en France, on tient tellement à notre place qu'on se donne à fond au travail. »

Crever l'abcès

A la fin du conflit chez Mossley, Patrick Reynaert a suivi un stage de remise à niveau à Douai, pendant quatre mois. « Au début, j'avais honte, j'étais dans mon coin ». Le réalisateur du documentaire est venu lui parler. Inlassablement, Marcel Trillat a négocié de venir dans la salle de classe avec ses caméras, puis d'intégrer les images à son film. « J'ai hésité longtemps. Le dernier jour, j'ai dit oui ». A l'époque, c'est le saut dans le vide. Aujourd'hui, son attitude apaisée parle d'elle-même. Mettre des mots sur son mal a été une libération. Pourtant, au moment de crever l'abcès, le grand gaillard était terrorisé. « Ma fille aînée ne m'en avait jamais parlé. A la fin de la projection, elle est venue dans mes bras. Elle m'a dit « Papa, je savais » ». Même s'il butte encore sur certains mots, de son propre aveu, sa liberté de parole a changé sa vie. Ainsi, après trois ans d'intérim, lorsqu'il doit passer des tests pour être titularisé dans sa nouvelle entreprise, il va parler ouvertement de son problème à la responsable des contrats. « Avant, j'aurais rendu blanc et je me serais retrouvé à la rue ». Ce qui tracasse l'ancien cancre, c'est que des jeunes soient aujourd'hui dans son cas, lui qui pensait que son illettrisme appartenait à une autre époque. « À la formation à Douai, il y avait un gars de 17 ans et demi. Il ne parlait pas. Il restait dans son coin. Je me suis reconnu. Il pouvait frapper ».

SÉBASTIEN DUMOULIN

La JAPD, principal détecteur de l'illettrisme

La Journée d'appel de préparation à la Défense (JAPD) accueille environ 800 000 jeunes de 18 à 25 ans chaque année. Malgré la fin du service militaire, l'Armée continue à jouer un rôle important dans la détection de l'illettrisme. Dans le Nord - Pas de Calais, les militaires qui assurent ce service aimeraient en faire plus.

« Bursque », « méandre », « phébardage », « périrophe »... Les mots défilent, projetés sur un grand écran. Une trentaine de jeunes, mi-ados, mi-adultes, télécommande à la main, doit déterminer s'ils existent ou non. Ce test de langue française sert à évaluer leur connaissance du vocabulaire et à détecter, éventuellement, les personnes illettrées.

Ce matin de mai, ils sont 129, âgés de 17 à 25 ans, à venir passer leur JAPD au Bureau du service national de Valenciennes. Au programme de ce service militaire ultra *light* : présentation des métiers de la Défense, passage en revue des responsabilités du citoyen, apprentissage de quelques rudiments de secourisme, mais aussi et surtout, une évaluation des acquis fondamentaux de la langue française. Car, comme à l'époque du service militaire ou des « trois jours », l'Armée joue encore un rôle prépondérant dans la détection de l'illettrisme. « Comme nous voyons passer la quasi-totalité d'une classe d'âge, nous sommes un acteur légitime et neutre de cette détection » explique le colonel Le Testu du BSN de Valenciennes, un des huit sites en charge de la JAPD dans le Nord - Pas de Calais. « Toute la jeunesse française, garçons et filles, doit passer la JAPD. Le certificat délivré à la fin de la journée est obligatoire pour obtenir le permis de conduire ou passer certains concours » complète-t-il.

Auparavant, la Grande Muette repérait en son sein les appelés ayant des problèmes de français et mettait en place, avec l'aide de volontaires, des cours de remise à niveau. Désormais, la batterie de tests est conçue par l'Éducation nationale et dure trois quart d'heure.

6 500 jeunes en difficulté de lecture repérés en 2009

Outre le test de connaissance des mots, les jeunes doivent répondre à des questions portant sur un extrait de l'ouvrage « *Un sac de billes* », déchiffrer un programme de cinéma et juger le plus rapidement possible l'homophonie entre deux mots. « Un jeune qui est en troisième peut très bien s'en sortir », estime l'adjudant-chef Dormard. Les résultats des épreuves permettent d'identifier quatre profils, les profils 3 et 4 désignant les lecteurs malhabiles, le profil 2, ceux en difficultés de lecture et le 3, ceux en très grandes difficultés, voire illettrés. L'an dernier, les résultats des JAPD dans la région indiquaient un taux de difficulté de lecture de 14,9 % dont 7,5 % en grande difficulté, ce qui représentait 6 500 jeunes sur les 51 500 convoqués. « La région est l'une des plus jeunes de France, les chiffres s'en ressentent donc. » expose l'adjudant-chef David Dormard. Dans le Nord - Pas de Calais, environ 60 000 jeunes sont appelés chaque année, presque le dixième de la population française des 17-25 ans. « Chaque session est différente. Parfois, nous ne détectons personne, l'autre nous avons une vingtainede jeunes en difficulté. »

Armée et Éducation nationale

Ce matin, 18 jeunes sont repérés. Seuls les déscolarisés sont reçus en entretien par le chef de session. « Pour les jeunes en profil 1 et 2 encore scolarisés, nous envoyons un courrier à la direction régionale de l'enseignement, qu'ils soient dans le système public, privé, en apprentissage ou en lycée agricole. » explique l'adjudant-chef Dormard.

Dans le bureau du chef de session, Kévin. Bouille ronde, tête blonde, le jeune homme de 17 ans est déclaré « profil 2 » à l'issue de son test. Le chef de session, étudie avec lui son formulaire de renseignements : déscolarisé à 15 ans, il a une formation en travaux publics, mais ne trouve pas de travail...

Face à ces jeunes, l'Armée dispose d'un maigre éventail de solutions. Ils peuvent être orientés vers une mission locale ou un EPIDe (Etablissement public d'insertion de la Défense). Dans ces centres, les jeunes de 18 à 25 ans peuvent suivre des cours de français, de mathématiques et d'informatique ainsi qu'une formation professionnalisante. Après une brève discussion, Kévin est volontaire, du bout des lèvres, pour intégrer un EPIDe. Mais comme il est encore mineur, sa rentrée ne se fera qu'à sa majorité. En attendant, le jeune homme retournera dans la nature.

«Nous ne servons que de relais : nous transmettons les chiffres à l'Éducation nationale et nous orientons les jeunes mais nous n'assurons aucun suivi », déplore l'adjudant-chef David Dormard. « Et entre l'âge auquel ils sont détectés et leur majorité, beaucoup changent d'avis... »

D'ici peu, la JAPD va évoluer en JCD, Journée Défense et Citoyenneté. Au BSN de Valenciennes, le colonel Le Testu espère qu'une place plus importante sera accordée à l'Armée. « C'est dans la culture de l'Armée, sa mission de service public consiste à recevoir les jeunes, à les former et à les accompagner. En tant que partenaire du plan LEA, nous aimerions assurer un suivi des jeunes repérés. »

ANNE-CLAIRE GENTHIALON

BSN de Valenciennes - Caserne Vincent - rue de Lille
BP 2 - 59312 Valenciennes Cedex 9
Téléphone : 03 27 19 84 00

Chatel retourne à la maternelle

La maternelle, fer de lance du plan de lutte contre l'illettrisme. Le ministre Luc Chatel a dévoilé les grands axes de son plan le 29 mars dernier. Au menu, action précoce et réhabilitation du plaisir de lire. Concrètement, quoi de neuf ?

Luc Chatel a donné le ton, il faut traiter le mal à sa racine. Dès l'école maternelle. Au moment de l'appropriation de la langue et de la découverte de l'écrit. Pour accomplir cette mission, cent postes d'inspecteurs consacrés à la petite école ont été spécifiquement créés et chaque recteur d'académie sera assisté d'un correspondant chargé de la prévention de l'illettrisme.
Le linguiste Alain Bentolila précise le sens d'une telle mesure : « À l'arrivée au CP, les enfants les plus faibles maîtrisent six fois moins de mots que les meilleurs. Or, un enfant qui ne connaît pas un mot aura beau le déchiffrer, il ne signifiera rien pour lui. Et trop de mots inconnus dans un texte l'empêcheront de le comprendre ».
Le plan met donc l'accent sur l'acquisition du vocabulaire en grande section. Les inspecteurs auront pour rôle principal de contrôler « l'apprentissage méthodique du vocabulaire pour combler l'écart entre milieux sociaux » et « la mémoire et la concentration, par un apprentissage de textes par cœur ».

Toucher à l'école maternelle, l'entreprise n'est pas sans risques. L'institution symbolise à la fois l'égalité républicaine, l'émancipation des femmes et les progrès de la psychologie infantile des dernières décennies. Et bien qu'elle soit facultative, elle accueille la totalité des 3-5 ans.
Aujourd'hui pourtant, la maternelle ne fait pas l'objet d'une formation spécifique : les enseignants y atterrissent au gré des postes vacants. Mais les objectifs, eux, sont fixés : développer le « potentiel » de l'enfant, le traduire en « compétences » à acquérir dans différents « domaines » d'enseignement.
En grande section (5-6 ans), l'enfant doit savoir apprendre une poésie par mois, réaliser des activités en classe entière, copier des mots et des phrases simples, faire de petites opérations et connaître la différence entre une affiche, un journal, un livre.
Certains enseignants soulignent l'incohérence de ces objectifs, qui priorisent l'apprentissage de ces différents « statuts de l'écrit » plutôt que la compréhension du code alphabétique. Ils dénoncent aussi l'absence de la transmission du « goût des livres », objectif facilement réalisable, notamment par des moments de ritualisation comme celui de l'histoire contée.

Pallier les pratiques inexistantes à la maison
La plupart des acteurs de l'éducation s'accordent à reconnaître l'importance de prendre le problème en amont. Mais comme le précise Martine Taoual, responsable du CDI du collège Madame de Staël, à Lille Vauban - Esquermes, le problème se situe aussi du côté de la maison. Pour beaucoup d'élèves rebutés par la lecture, il n'y a jamais eu d'histoires le soir, pas de transmission ou en tout cas peu d'échanges avec les parents. La dimension plaisante du livre n'a jamais été envisagée. Pour ceux-là est nécessaire un gros travail de persuasion, pour montrer que la lecture permet d'abord de « se faire raconter une histoire » aussi efficacement que le cinéma ou la télévision.

Martine Taoual insiste sur l'importance d'utiliser tous types de supports pour trouver le plaisir de lire. « Ici, au CDI, les Harry Potter et les Chair de poule ont très vite disparu. Si les élèves les ont volés, c'est d'abord la preuve que ce type de lecture les intéresse. Si je m'abonnais à Détective, je suis sûre qu'ils le liraient volontiers. Parce qu'il y a un récit haletant, quelque chose qui les raccroche à une histoire, de l'action. Je pense qu'il faut tout utiliser, le seul but, au bout du compte, c'est qu'ils sachent lire. Certains ne sortiront pas du collège avec une grande culture littéraire, mais c'est un autre problème, on peut très bien se débrouiller sans. La priorité, c'est de leur permettre d'accéder à la capacité de lecture ». Savoir remplir une feuille d'impôts, déchiffrer un plan, lire un mode d'emploi… L'erreur serait de toujours penser la lecture en terme de littérature. « La lecture, c'est comme les épinards, conclut Martine Taoual. Les enfants n'aiment pas, alors si on les mixe avec des pommes de terre ou si on leur promet un dessert après, ça passe mieux. Ne pas braquer les enfants, utiliser des biais, trouver des activités qui, l'air de rien, les amènent à lire. »

Déchiffrer, donner du sens, hiérarchiser
Plutôt que d'illettrisme, la responsable du CDI préfère parler de « mauvaise lecture ». Dans son collège, elle observe au quotidien des élèves de sixième, parfois même jusqu'en troisième, qui lisent des mots dénués de sens. « Il faut toujours être derrière, les questionner sans cesse. La culture du copier-coller fait des ravages : on ne sait plus raconter un récit, mettre en lien des éléments », explique-t-elle.
On peut légitimement se demander comment de telles difficultés de lecture et de compréhension peuvent subsister jusqu'aux bancs du collège. Quid des mailles du filet du redoublement ? « Si on voulait, on pourrait faire redoubler tout le monde », rétorque Madame Taoual. « Une partie des élèves n'aime pas la littérature. Mais le problème se pose au-delà de cette répulsion : ils ne savent souvent pas lire les consignes. Dans la phrase « construire un triangle rectangle ABC », ils retiendront le mot « rectangle » et zapperont les deux indices indiquant qu'il s'agit d'un triangle. Le problème se trouve au niveau de la hiérarchisation des informations et des mots ».

Martine Taoual mène un travail interdisciplinaire avec certains professeurs de son collège. Des professeurs de français, mais pas uniquement, qui prennent du temps sur leurs heures de cours pour amener leur classe au CDI. Là, on mène un travail sur le dictionnaire : choisir un modèle adapté, différencier nom propre et nom commun, bien utiliser l'alphabet, ce qui est loin d'être acquis pour tout le monde. « Il faut revoir le BA-ba. Je lis aussi certains textes à voix haute en parallèle des cours de français, pour qu'ils accrochent davantage au contenu, au-delà de l'effort de déchiffrage du texte », détaille Martine Taoual.
Parallèlement à ces sessions, d'autres dispositifs sont mis en place pour aider les élèves en difficulté de lecture. Depuis que le collège a été classé en zone « ambition réussite » il y a un an, des moyens supplémentaires lui ont été alloués. Ce qui a conduit à l'embauche de plusieurs assistants pédagogiques. D'autre part, un instituteur de primaire, Monsieur Tolscik, vient au collège deux fois par semaine pour encadrer des ateliers « L'apprentissage de compétences », destinés surtout aux élèves de sixième. En fin de journée, pendant le créneau d'aide aux devoirs, il prend à part trois ou quatre élèves particulièrement en difficulté et permet de revoir les bases. Pour ces élèves, la difficulté de lecture est souvent associée à une forme de dyslexie.
Quand tous ces dispositifs ont échoué, la question de la réorientation commence à se poser. La « quatrième alternance » est l'une des possibilités. Les élèves effectuent des stages, sept ou huit par an, et sont rapidement orientés vers des voies professionnelles. Mais le problème de l'illettrisme reste entier : quelle que soit la voie empruntée, ne pas savoir interpréter une consigne reste un lourd handicap.

NOÉMIE COPPIN ET FLORA BEILLOUIN

Sortir de l'illettrisme pour trouver un emploi

L'Établissement public d'insertion de la Défense de Cambrai (EPID) aide une soixantaine de volontaires à trouver un emploi. Parmi ces jeunes, 10 % d'illettrés réapprennent à lire et à écrire pour trouver du travail.

DR

À la bibliothèque de l'EPID

La salle de classe est sobre : murs unis, sur lesquels sont punaisés des planisphères et tableau blanc. Quatre élèves, vêtus du même uniforme gris et bleu marine, déchiffrent un exercice de français. L'Etablissement public d'insertion de la Défense (EPID) de Cambrai accueille une soixantaine de volontaires comme eux chaque année, dont une poignée est confrontée à l'illettrisme. Ouvert depuis novembre 2008 et placé sous la tutelle des ministères de la Défense, de l'Emploi et de la Ville, il assure d'abord l'insertion sociale et professionnelle de jeunes en difficulté. Plus que de leur redonner le goût de la lecture ou de l'écriture, les deux enseignants qui y travaillent essaient avant tout de les amener à passer le Certificat de formation générale (CFG), qui atteste des connaissances générales de bases. « C'est un outil pour leur donner confiance en eux et leur prouver qu'ils peuvent réussir un examen », explique Hervé Forgez, ancien professeur d'histoire géographie dans l'Éducation nationale.

À l'école des volontaires

Les jeunes accueillis sont âgés de 18 à 22 ans. Leur présence est déterminée en fonction de leur niveau scolaire et de leur motivation. « Ici, nous n'avons que des volontaires. Nous insistons pour responsabiliser les jeunes et leur faire porter leur projet professionnel », détaille Hervé Mille, directeur de l'établissement. Avec un maximum de quinze volontaires par classe, l'accompagnement est personnalisé. A celui qui veut s'orienter dans le bâtiment, on apprendra en priorité le vocabulaire du chantier. Tous les exercices sont ciblés. « La plupart n'a pas le brevet des collèges. On leur fait passer un test d'évaluation à leur arrivée, pour cerner leur niveau », énonce Hervé Forgez. Environ 10 % sont en situation d'illettrisme. « Ils savent tous lire et écrire, les problèmes se situent plus dans la compréhension des textes et l'élaboration des phrases. » précise le professeur.

Reprendre confiance en soi

Ils sont quatre cet après-midi à travailler sur les sons [h] et [s]. Dictionnaire et Bescherelle sont à portée de main. Damien, 22 ans et des yeux rieurs, peine à s'exprimer. Il a tenté un BEP jardinage, sans succès. Il est là pour trouver sa voie. Lorsque le jeune homme louche sur la feuille de son voisin, le directeur en profite pour lui rappeler de porter ses lunettes. Damien nie en avoir besoin. « Il a surtout honte de les porter », glisse le directeur. Un travail est mené sur leurs capacités à s'exprimer, mais aussi sur leur confiance en eux. « Ici on se rend compte qu'on n'est pas si nuls que ça », explique Perrine, 19 ans. Après un stage dans le toilettage et la restauration, elle a encore du mal à déterminer sa voie mais commence à entrevoir une vie professionnelle, après trois ans de déscolarisation. Les choses sont plus claires pour Thomas, la vingtaine. Le jeune homme à la carrure d'athlète a toujours voulu entrer dans l'Armée, mais après une première année de BEP comptabilité il avait lâché prise. « Si je n'étais pas venu ici, je n'aurais pas réussi les tests d'entrée dans l'Armée », reconnaît-il.

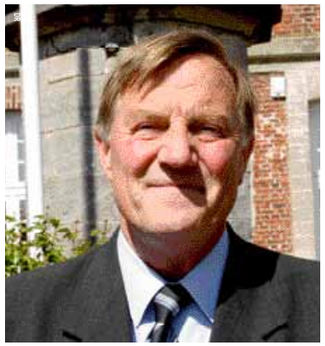
De l'apprentissage de la lecture en milieu discipliné

L'EPID accueille des élèves cinq fois par an, pour une durée moyenne de douze mois, entrecoupée de périodes de stage en entreprise. Orientés en majorité par la JAPD ou les missions locales, les garçons comme les filles apprennent à vivre en communauté dans l'internat, à porter un uniforme et à obéir à certaines règles militaires comme l'appel dans la cour ou la Marseillaise chantée chaque vendredi. Le directeur assure que les volontaires ne sont pas incités à choisir une carrière militaire. Pour Hervé Mille, il s'agit d'une manière de leur inculquer ponctualité et discipline. « Tout ce qu'ils apprennent ici, ils s'en resserviront dans leur entreprise. Ce sont des valeurs de travail. » Dans la pédagogie, en revanche, la rigueur n'est pas de mise. Ici, ni bourrage de crâne, ni programme défini. « C'est stimulant de tout construire de A à Z et de s'affranchir des programmes officiels », s'enthousiasme Hervé Forgez. Il use de sa complicité avec les jeunes pour les faire progresser. Le portable de Priscilla sonne dans la classe. Le professeur s'en empare pour lire le message et demander à la jeune fille de réécrire le texto sans fautes d'orthographe. « Au bout d'un moment ça ne sert plus à rien d'interdire, alors je profite de toutes les situations pour améliorer leur français ». Dix-sept jeunes ont trouvé un emploi grâce à l'EPID en 2009.

JULIE KOCH

(1) Journée d'appel de préparation à la défense.

EPID
Service accueil des volontaires à l'insertion
40 rue Gabriel Crié - 92247 MALAKOFF Cedex
Tél. : 01.49.65.28.63 ou 28.64
recrutjeunes@epide.fr
www.epide.fr



Hervé Mille, directeur de l'EPID

Deux artistes face à l'illettrisme

Daniel Pennac
« Mon boulot à moi, c'est d'ouvrir la porte »

Auteur, professeur militant et amoureux de la lecture, Daniel Pennac adore venir titiller le paresseux plaisir de lire qui s'est planqué pour roupiller. Entre ses lignes, sur tableau noir ou auprès d'associations telles que « lire et faire lire », l'auteur de *Chagrin d'école* veut conjuguer le verbe lire à tous les temps et à toutes les personnes. *L'Œil du loup, des Chrétiens et des Maures, les Kamo…*, Pennac n'a pas non plus rechigné à délaisser sa plume pour un micro et à enregistrer des versions audio de ses livres. Car « Si on lit bien aux gens à voix haute, ils voudront lire pour eux-mêmes à voix basse ».

© FLORA BELLON

« En argot, lire se dit ligoter. En langage figuré, un gros livre est un pavé. Relâchez ces liens là, le pavé devient un nuage » *Comme un roman*.

Lorsqu'on est illettré, a-t-on « désappris » à lire, ou été scolarisé des années sans avoir réellement appris ?

Les gens qui savent lire ne peuvent pas désapprendre. En revanche, qu'ils ne sachent pas lire au départ, me semble plus plausible. Pour une raison ou une autre, certains enfants sont rétifs à l'apprentissage de la lecture.
Il m'est arrivé de rencontrer un enfant totalement dysorthographique, tout simplement parce qu'il était atteint d'une surdité que personne n'avait repérée. N'ayant acquis que des bases très fragiles, ces élèves-là peuvent les perdre rapidement. Mais quelqu'un qui sait lire couramment à 9 ou 10 ans ne peut pas désapprendre.

Lorsque vous étiez professeur, comment vous y preniez-vous pour transmettre ce plaisir de lire, omniprésent dans vos essais et romans ?

Je réservais une heure par semaine à la lecture. J'arrivais avec une pile de livres de poche, en demandant « Qui a envie de lire ça? » Et au premier doigt levé, je jetais le bouquin : *Mon Chien stupide* de John Fante, *L'Écume des jours* de Vian ou *Troilus et Cressida* de Shakespeare. Je ne demandais rien en échange. Aucun compte, si ce n'est de noter le titre, le nom de l'auteur et de l'éditeur.
À la fin du trimestre, j'envoyais ma meute à l'assaut des systèmes de classification des librairies, pour retrouver leur roman préféré parmi ceux des trois derniers mois. C'était ça, ma méthode : installer une classe entière dans la pratique hebdomadaire de la littérature, la faire exister sans jamais ordonner « Lisez ce livre. »

Le passage de cette lecture gratuite à une analyse plus conventionnelle n'est pas problématique ?

Vos élèves, vous leur faites d'abord la grâce d'un cadeau. Gratis, comme ça. Alors ensuite, quand vous les amenez sur le terrain de l'obligation, ils ont confiance en vous. Et ils y vont. Je ne prône pas le plaisir de la lecture comme un but en soi. Il faudrait que je sois complètement crétin.
Ça voudrait dire quoi ? Qu'il faut considérer les textes comme des valeurs sensuelles, que chacun est son propre critique? Idiotie. Bien sûr que la littérature véhicule du sens ! Mais avant d'aller le chercher, il faut présenter les romans sous un jour accessible.

Qu'entendez-vous par là ?

Tout roman raconte une histoire. Réconcilier les élèves avec la littérature, c'est convaincre une ado que ce que vit l'Antigone de Sophocle la concerne personnellement, lorsqu'un homme adulte regarde l'adolescente et lui dit « Tu n'es qu'une fille ». Si vous n'expliquez pas ça aux élèves, c'est normal qu'ils se foutent de la littérature. Ils ne la voient que comme un corpus à analyser. Mon boulot à moi, c'est d'ouvrir la porte. De faire rentrer mes élèves dans la maison littéraire.

On a le temps d'ouvrir 35 portes, une par une ?

Une classe, ce n'est pas trente-cinq élèves, c'est trente-cinq élèves plus la classe. Il faut les considérer tous individuellement. En une minute, on peut donner à chaque élève la sensation qu'il existe absolument, qu'il compte comme individu pour le prof. Le moment de l'appel est donc capital, il ne faut pas le banaliser. Après, la Seconde A est forcément différente de la Seconde

C. En A : une Noémie ouverte, sympa, fédérative. En C : une Noémie peau de hareng, hostile, découragée par le système scolaire. Pour chacune, il faudra trouver la bonne clef.

Comprendre ces dynamiques de groupe vous semble fondamental pour aider les plus faibles ?
Les plus faibles sont toujours ceux qui ont peur. Peur de passer pour des crétins. Peur du questionnement, peur de l'effort, de la solitude dans l'effort, peur de passer pour des femmelettes par rapport à d'autres copains qui voyoutent. Mon premier souci, si je veux que du savoir passe de ma tête à celle de l'élève, c'est de faire sauter toutes ces barrières.

Dans vos écrits, vous évoquez la tension permanente entre plaisir et effort provoquée, à tout âge, par une lecture glorifiée, objet d'un consensus social parfois hypocrite…
Quantité de gens reprochent à leurs gosses de ne pas lire alors qu'ils ne lisent pas eux-mêmes, ou très peu. C'est pour en finir avec cette question de la culpabilité que j'ai commencé à faire moi-même la lecture à mes élèves avant de commencer les cours.

Aujourd'hui, ne pas savoir lire, est-ce réellement invalidant ?
Notre société est fondée sur l'écriture, alors forcément le handicap est considérable. Ne serait-ce que pour des raisons pratiques. À Paris, si je ne sais pas lire et que je veux aller en métro de Porte de Vincennes à Porte d'Orléans, je ne peux pas.

Qu'est ce que vous lisez en ce moment ?
Mépris, un bouquin de Thomas Bernhard, un auteur autrichien au très mauvais caractère, qui a passé sa vie à pester contre l'Autriche. Il a reçu beaucoup de prix et ne se prive pas d'ironiser largement à ce propos.

Justement, quelle a été votre réaction lors de votre remise du prix Renaudot en 2007, pour *Chagrin d'école* ?
Ça m'a beaucoup fait rire, car un an plus tôt j'avais monté un spectacle qui se moquait des prix littéraires. Et puis recevoir un prix pour un roman sur les cancres, c'est plutôt drôle, non ?

PROPOS RECUEILLIS PAR NOÉMIE COPPIN

Christian Boltanski

De l'art de faire de l'art sans lire

Christian Boltanski n'est pas à proprement parler un illettré. Il est d'ailleurs plus connu pour ses extravagantes installations plastiques que pour son parcours scolaire tortueux. Pourtant, malgré sa renommée internationale dans la sphère culturelle contemporaine, l'artiste n'a jamais hésité à dévoiler son rapport singulier à la chose écrite.

Déterministe, Boltanski? Lucide, tout du moins. Lui qui se souvient avoir été un gamin « très schizo, très bizarre », qui s'enfuyait en hurlant dans la rue lorsqu'on le déposait à l'école, a conscience d'avoir eu la chance de grandir au sein d'une famille d'intellectuels bourgeois, suffisamment ouverts d'esprit pour le laisser trouver sa voie. En Inde, il aurait vendu des savonnettes, comme des tas de Mozart en puissance qui n'écloront jamais. Fils de paysans corréziens, il n'aurait sûrement jamais touché à l'art, et aurait peut-être même fini à l'asile. Mais s'il les a imaginés, aucun de ces scénarios ne s'est produit. Aussi, lorsqu'à douze ans, le petit Christian, frère du linguiste Jean-Élie et du sociologue Luc Boltanski, décide d'arrêter les frais - de scolarité -, c'est la libération. Loin de devenir le vilain petit canard de la fratrie, il explore d'autres vecteurs d'expression et d'échanges, commence à dessiner, fréquente assidûment les salles obscures, et se passionne pour les metteurs en scène. Le cinéma interpelle Boltanski, qui le perçoit comme une amplification de la vérité par le mouvement et le son.
Une influence majeure pour ce créateur d'ambiances absurdes, aux yeux de qui chaque détail compte pour embrasser au plus près la sensation de réel. Récemment invité à investir la nef du Grand Palais pour la manifestation Monumenta, il exige que l'on coupe le chauffage, « pour qu'on ne soit pas devant, mais dans quelque chose ». Tour à tour photographe, collectionneur, sculpteur, vidéaste, Christian Boltanski tient à propulser son art polymorphe et morbide là où personne n'a rien demandé. Avant le plus souvent d'en éliminer les stigmates, qu'il juge dérisoires. Comme ces boîtes de biscuits empilées dans une église espagnole afin de rendre hommage à des Suisses morts. Pour lui, l'objet n'a rien de sacré, il permet avant tout de questionner, de jouer avec la mémoire, de transmettre la grande histoire par le biais des petites. « J'ai très peu lu mais, grâce à mes frères, j'ai écouté, confie-t-il en 1996 aux Inrockuptibles. Ils me racontaient des histoires, j'ai donc une sorte de culture bizarre, de culture de l'oreille . »
Depuis, Christian Boltanski n'a jamais cessé d'inventer son propre langage, d'établir à travers ses œuvres des correspondances entre l'écrit, le sonore, le visuel, l'olfactif même. Il expérimente l'écriture, souvent à titre symbolique, comme le mot maladie, qu'il a un beau jour expédié par voie postale à des inconnus. Il fait également couramment de sa propre biographie, réelle ou imaginaire, le thème principal de ses créations. Alors qu'il s'apprête à représenter la France à la prochaine Biennale de Venise, jamais il n'a eu à rougir de ses lacunes : « Je fais beaucoup de fautes d'orthographe, je suis absolument incapable de lire un livre, quel qu'il soit. Jamais de ma vie je n'ai lu un ouvrage de théorie artistique. » En souffre-t-il, le cancre devenu enseignant aux Beaux-Arts de Paris ? Pas franchement après tout. « On n'a pas besoin de savoir, mais de ressentir les choses . »

FLORA BEILLOUIN ET NOÉMIE COPPIN

Elisabeth Nuyts

« L'illettrisme peut être évité dès les premiers apprentissages à l'école. »

Pédagogue du langage, Elisabeth Nuyts décroche en 2002 le prix « Enseignement et liberté » pour ses trente ans de recherche sur les difficultés d'apprentissage des enfants et des adultes. Selon cette réfractaire aux méthodes d'enseignement actuelles, l'illettrisme peut être évité dès les premiers apprentissages à l'école.

Vous démontrez dans vos travaux l'importance des mécanismes neuro-psychiques dans les difficultés de lecture et ce dès le plus jeune âge…

Les méthodes d'apprentissages actuelles ne suivent pas le cheminement naturel du cerveau qui part de l'élément vers le tout, qui apprend que B + A fait BA. Elles sont basées sur des automatismes qu'on met en place chez les enfants en sollicitant le côté droit du cerveau, qui est rapide, intuitif mais ne mémorise pas. Il faudrait pourtant solliciter les fonctions du cerveau gauche, le côté qui traite le sens, l'analyse, le temps, les liens logiques et la parole réfléchie.
Mais dès la maternelle, on demande aux enfants de se taire, et tout cela disparaît au profit de la vue (les lectures silencieuses), de l'analogie (exercices de repérage du même ou du différent), de l'espace… Et au lieu de la logique (cause, but, conséquence, opposition…), on leur apprend des catégories, des champs lexicaux, des thèmes.

C'est pourquoi dans le livre que vous avez autoédité, *L'École des illusionnistes* vous proposez d'autres méthodes…

Il faut remettre toutes les fonctions du cerveau gauche, dont la parole réfléchie, en marche. Apprendre à lire et à écrire en parlant à haute voix, apprendre à s'arrêter et à se questionner pour comprendre ce qu'on a appris. C'est cela l'analyse. C'est ainsi que tout s'intègre. L'apprentissage de la lecture et de l'écriture conscientes se fait en plusieurs étapes : l'épellation, puis la syllabation et jusqu'à la mémorisation. C'est ainsi qu'on arrive à raisonner et à mettre en place sa pensée langagière, cette petite voix qu'on a dans la tête quand on réfléchit, quand on lit et qu'on écrit aussi. Or, la plupart des gens qui viennent me voir ne l'entendent plus.

Par ailleurs, les programmes devraient être moins chargés. On fait faire de l'informatique aux tous petits, c'est inutile. Faire travailler l'enfant sur un outil extérieur lui inculque des automatismes, alors qu'il n'a pas encore construit son écriture consciente. C'est la même chose avec les cours d'anglais dès le primaire. On leur apprend déjà des phrases toutes faites dans une autre langue, alors qu'ils ne savent pas encore bien parler français.

Vous avez étonné Gilles de Robien, ancien ministre de l'Éducation nationale, avec une nouvelle grammaire qui joint le geste à la parole…

Oui, j'ai créé une grammaire qui sollicite le cerveau gauche. Les gens bougent et réfléchissent à haute voix sur ce qu'ils accomplissent. Par exemple quelqu'un tourne autour d'une table et dit «Je suis en train de faire le tour de la table ». Il devient l'auteur de cette action et c'est au présent que cela se passe. Cette grammaire est différente puisqu'elle permet à l'apprenant de comprendre ce qu'il dit, ce que sont qu'un sujet et un complément d'objet, un pronom, un temps… tout en vivant l'action et en se sentant exister.

En quoi consistent les stages personnalisés et les cours particuliers que vous donnez à des personnes de 4 à 70 ans?

Je mène ces formations depuis une quinzaine d'années. Je tiens à ce que les accompagnants soient présents : les enfants avec leurs parents et les adultes avec des proches. Je cherche chez eux si les perceptions : l'écoute, la lecture, l'écriture, la logique, ont été mémorisées dans le cerveau gauche. Si ce n'est pas le cas, nous les reconstruisons ensemble.

Que pensez-vous du mot illectronisme, qui désigne les illettrés de l'informatique?

Je trouve ce mot inapproprié. Un ordinateur n'est jamais qu'un outil, comme le téléphone. Or on ne peut pas dire des gens qui n'aiment pas le téléphone qu'ils sont illettrés ! Ce n'est pas le fait de se servir d'un ordinateur qui crée notre pensée. Nous l'élaborons en écrivant, en lisant, en raisonnant. L'illettrisme n'est pas une absence de savoir-faire technique, c'est l'incapacité qu'ont certains à penser devant des mots écrits par d'autres.

PROPOS RECUEILLIS PAR FERIEL OUMSALEM

Les invisibles des rayonnages

« Vous pourriez remplir ma fiche d'inscription ? J'ai oublié mes lunettes ». Si la question semble anodine, elle est parfois la partie émergée d'un illettrisme qui n'ose pas dire son nom, de peur de troubler le silence sacré de la bibliothèque. Difficile alors pour les professionnels de tracer une franche limite entre appel à l'aide et intrusion dans la vie privée.

Les bibliothèques sont de drôles de lieux. Avec leurs rayonnages imposants, leur mystérieux système de classification et leurs ouvrages regorgeant de mots savants ou argotiques, elles fascinent autant qu'elles effraient. Perçus par certains lecteurs comme autant de havres de paix potentiels, ces temples du livre incarnent pour les profanes la culture dans ce qu'elle a de plus brut, de plus inaccessible aussi. Pourtant, bien au chaud sous leur cape d'invisibilité, 8 % des illettrés les fréquentent, selon l'INSEE, au moins une fois par semaine. « Ils font la démarche de venir en bibliothèque, pourquoi les stigmatiser davantage ? » s'interroge Isabelle Caniot. La responsable de la médiathèque de Lille Moulins sait qu'ils sont rares, mais qu'ils existent. Elle se souvient de cet homme, qui ne venait à la bibliothèque que pour emprunter des documentaires. De ce mari qui lui avait confié ne pas savoir lire et rendre seulement service à sa femme. Ou encore de cette mère, venue pendant des années faire la lecture à ses enfants au coin jeunesse : « Un beau jour, alors que le plus grand était en âge d'apprendre à lire, elle m'a demandé de la remplacer. Sur le coup, j'ai été très surprise, et j'ai mis quelques instants avant de comprendre que jusqu'alors elle faisait semblant, qu'elle imaginait simplement les histoires au fil des illustrations. »

Des moyens inadéquats

Des histoires et des démarches, presque aussi tristement romantiques qu'isolées, et qui se heurtent vite au manque de moyens adaptés. Dans les bibliothèques, les ouvrages jeunesse ne manquent pas.

Mais le poids symbolique d'un retour au rayon enfant est lourd à porter. D'autres ouvrages d'apprentissage de la lecture existent, mais ils sont destinés aux adultes d'origine étrangère désireux d'étudier le français. Et puis, la question du partage des compétences ne tarde pas à pointer le bout de son nez : il ne s'agit pas de jouer au travailleur social quand la formation de bibliothécaire ne contient aucun module d'accueil du public illettré ou de réorientation vers des organisations adaptées.

Une urgence encore reléguée

Les médiathèques de quartier, implantées au cœur d'un réseau associatif et de structures d'aides sociales, sont donc nombreuses à jouer la carte de l'interaction pour tenter de faire venir les publics en difficulté. Mais convaincre ces structures de la nécessité d'un accès à la culture pour tous n'est pas chose aisée. Idem pour les financeurs de ce type de projets. L'initiative Chœurs de lecteurs, par exemple, permettait à plusieurs bibliothèques lilloises de former des groupes issus de différents horizons, afin de réconcilier les personnes en difficulté de lecture avec le texte littéraire par le biais d'ateliers collectifs. Elle s'est éteinte avec l'arrêt des subventions. Priorité à l'insertion économique oblige.

Souvent, dans les bibliothèques, les illettrés constituent donc un public que l'on ne voit pas, ou que l'on ne veut pas voir. À la médiathèque Jean Lévy à Lille, une bibliothécaire préposée à la banque de prêt explique que « La bibliothèque centrale est plutôt fréquentée par des professions intellectuelles et n'est pas exposée à ces publics-là, ou alors très rarement, sans doute moins que les bibliothèques de quartier. »
Un quadragénaire, petit brun aux cheveux frisés, blouson en cuir et chemise rouge à fleurs jaunes, l'interrompt pourtant dans un large sourire : « Sauf moi, j'suis pas une grosse tête, je viens que pour les mangas », zozote-t-il plein d'entrain, comme pour la contredire. « Mais il y a du texte : des paragraphes entiers près des dessins. C'est comme du théâtre, il y a des dialogues. Pourquoi j'aime ça? Allez savoir! Là faut que j'y aille », lance-t-il en tapotant son sac de randonnée, « faut que j'aille faire le plein de mangas, sinon je suis perdu ».

FLORA BEILLOUIN ET NOÉMIE COPPIN

Le tissu associatif ou la lutte de terrain

Les pouvoirs publics, Région en tête, inscrivent la lutte contre l'illettrisme en tête de leurs objectifs. Mais, bien souvent, ce sont les associations qui occupent les premières lignes dans la prise en charge et la formation des personnes.

« Nous travaillons en parallèle avec les dispositifs institutionnels. Nous proposons une offre complémentaire, des formations personnalisées », explique Caroll Weidich. Pour la directrice de l'association Mots et Merveilles d'Aulnoye-Aymeries, la prévention et la remédiation à l'illettrisme passent avant tout par une présence sur le terrain, via des cours individuels. Une conclusion qui lui est venue en étudiant les actions institutionnelles dans le bassin Maubeuge-Val de Sambre lorsqu'elle était coordinatrice du réseau régional Lire (Lire réussir ensemble). En mettant au jour les manquements de la prise en charge collective, l'idée d'une réponse associative a germé. De là est née Mots et Merveilles, où aujourd'hui près de 90 bénévoles s'emploient à répondre aux demandes de chaque « apprenant », qu'il s'agisse de savoir envoyer des SMS, de suivre les devoirs des enfants ou de reprendre une formation professionnelle. Occuper le terrain est un objectif partagé par l'association La Clé (Compter, lire, écrire), à Lille. Créée en 1985, elle compte aujourd'hui plus de 500 bénévoles, dont une partie prend en charge individuellement 80 adultes illettrés (voir article page suivante). À Aulnoye-Aymeries, ce sont les plus jeunes qui sont ciblés. En plus d'un réseau de conteurs bénévoles qui interviennent dans les écoles maternelles pour anticiper l'apprentissage de la lecture, Mots et Merveilles travaille avec des enfants en difficulté repérés par leurs enseignants. Une action qui entre dans le « dispositif de réussite éducative » mené par l'Éducation nationale. Du CP à la troisième, les bénévoles interviennent en soutien à l'institution scolaire dont les moyens de suivi personnalisé sont limités.
La Clé, Mots et Merveilles, l'AREFEP (Actions ressources emploi formation éducation permanente) qui œuvre dans la métropole lilloise… Les relais associatifs aux instances publiques sont nombreux. Pourtant, ils ne pourraient pas fonctionner sans les institutions. Non seulement parce qu'ils entrent dans le cadre des objectifs officiels des plans de lutte contre l'illettrisme, mais aussi car ces associations sont financées par les collectivités territoriales : mairies, communautés de communes, conseils général et régional, etc.
Institutions et associations sont relayées par un troisième acteur : les organismes de formation.L' INSTEP, par exemple, gère plusieurs centres dans la région (notamment à Dunkerque, Liévin ou Valenciennes) et propose une remise à niveau des savoirs de base, tout comme l'Association initiative formation emploi (AIFE), liée à la Fondation du Crédit Mutuel, qui est implantée en plein cœur du bassin minier. Des lieux d'apprentissage et d'écoute, avec un objectif : rendre le monde professionnel accessible.

NOÉMIE DESTELLE

Lycées en terre fertile

Francis Bourbier est responsable de la formation du personnel à la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) du Nord - Pas de Calais. Dans les lycées agricoles, la lutte contre l'illettrisme s'est accélérée au début des années 2000, avec la mise en place d'un groupe « action-réflexion », composé d'enseignants et de directeurs de l'enseignement agricole public, qui ne dépend pas de l'Éducation nationale mais du ministère de l'agriculture. « La JAPD, en permettant d'avoir des chiffres globaux par établissement, ont permis de prendre conscience de l'illettrisme, raconte Francis Bourbier. En extrapolant grossièrement les chiffres récoltés auprès des jeunes de 17 ans, on arrivait à des taux de 20 à 30 % d'illettrés dans certains établissements. » La DRAAF réalise une charte de l'engagement contre l'illettrisme en 2002, avec pour but de repérer mieux et plus tôt les jeunes en difficulté. « A cette époque, nous impulsions le mouvement », explique Francis Bourbier. Les actions sont néanmoins mises en place par les établissements eux-mêmes : tests de repérage et tutorat pour les élèves les plus en difficulté. Le lycée horticole de Raismes, avec six à huit bénévoles, est le fer de lance de l'action. Tous les autres lycées n'affichent pas autant leur volonté de venir en aide aux élèves en retard. « Les lycées agricoles n'ont pas envie de mettre ça en avant, analyse Francis Bourbier. Déjà qu'ils ont une mauvaise image, on se dit « c'est des bouseux », si en plus on en fait des lycées d'illettrés… » Aujourd'hui, si le système est bien en place, comme le conclut le rapport d'une sociologue venue évaluer la situation à Raismes en 2008, la DRAAF a pris du recul, faute de temps. Francis Bourbier relativise : « Le côté positif, c'est que les établissements sont autonomes là-dessus, c'est eux qui font le boulot. »

YANN BOUCHEZ

La Clé de l'apprentissage

Enrichir son vocabulaire à l'aide de recettes de cuisine ou apprendre à lire à travers les contes pour enfants : autant de façons ludiques de sortir de l'illettrisme. Lille association compter lire écrire (La Clé) propose des cours d'apprentissage de la lecture et de l'écriture adaptés à chacun. « On essaie toujours de construire un lien avec la vie quotidienne. C'est le meilleur moyen pour motiver les gens », explique Sonia Moussay, directrice de l'association.
Les 80 personnes illettrées dont s'occupe La Clé sont prises en charge individuellement par un bénévole, salarié, étudiant ou retraité, une à deux fois par semaine. En plus du suivi personnalisé, « la personne est toujours reçue dans la même salle, c'est un moyen de poser un cadre et d'installer des habitudes de travail ». L'ambiance y est chaleureuse, tout est fait pour qu'on se sente chez soi. Des étagères remplies de livres tapissent les murs de briques et chacune des douze salles de travail est joliment décorée. « Ici, c'est une maison, on essaie d'être proche des gens. Ça les rassure et ça les aide à dépasser la honte de l'illettrisme », analyse Sonia Moussay. Les cours sont gratuits, mais les apprenants doivent faire preuve de rigueur dans leurs devoirs et être ponctuels. L'association compte sept salariés et près de 500 bénévoles pour s'occuper des 600 apprenants, car La Clé inculque aussi aux étrangers des bases de français et accompagne la scolarité d'élèves en difficulté.

JULIE KOCH

Les mots de tous les jours

Vincent Sangué, 36 ans, titulaire d'un BTS commercial, est écrivain public depuis trois ans. S'il reçoit chez lui des gens « qui savent écrire correctement » et le sollicitent pour remplir des documents administratifs, faire une demande en mariage ou écrire leur biographie, Vincent Sangué est aussi parfois confronté à l'illettrisme. « Ce sont des gens envoyés par les caisses centrales de sécurité sociale, pour trouver un boulot, explique-t-il.
Les assistantes sociales peuvent me les envoyer car elles n'ont pas vocation à leur apprendre à écrire. Mais beaucoup de gens qui pourraient avoir besoin de nous ne nous connaissent pas. » En avril dernier, cet amoureux des lettres a été plus directement confronté au problème de l'illettrisme.
Il a été sollicité par Os'er formation, une association qui propose des remises à niveau pour les jeunes en difficulté. Embauché par une autre association, Eolie songe, il a animé une dizaine d'ateliers d'une heure et demie avec sept jeunes de 18 à 25 ans. Avec une forte prédominance des garçons, qui composaient les deux tiers du groupe.
« Il y a souvent un blocage : les jeunes disent « je ne sais pas écrire ». Moi je leur réponds : « quand tu parles, tu utilises des mots. C'est la même chose à l'écrit. » Face à ces jeunes de milieux défavorisés, Vincent Sangué propose des travaux d'écriture parfois loufoques, toujours récréatifs. Ecrire ce qu'ils emporteraient sur une île déserte, décrire une journée de la vie d'une voiture ou d'une console de jeux vidéo…
« Globalement, ils ne lisent pas. Rien que l'horoscope les saoulait, ils accrochaient les mots. Mais ils écrivent des textos : avec leurs amis, ils ne craignent pas le jugement et n'ont plus ce problème d'infériorité. Quand ils me disent que tel film est génial, je leur fait comprendre qu'à la base, c'est de l'écriture. »
À la fin des ateliers, les travaux des participants ont été imprimés dans un petit livre.

YANN BOUCHEZ

Les mots en détention

Apprendre à écrire une demande de consultation médicale, savoir remplir un chèque… Les ateliers de lutte contre l'illettrisme proposés par les étudiants du Groupement étudiant national d'enseignement aux personnes détenues (GENEPI) sont de plus en plus nombreux dans les prisons. Car le milieu carcéral souffre largement de ce mal : en 2007, l'administration pénitentiaire estimait que la part de la population détenue illettrée était de 12 % et de 14 % celle des personnes en grave difficulté de lecture ou d'écriture. Les étudiants bénévoles interviennent en complément des enseignants détachés de l'Éducation nationale qui donnent des cours en prison. « Nous sommes là pour leur proposer des activités personnalisées, qui sortent d'un cadre scolaire », explique Mathilde Decatoire, responsable du groupe GENEPI de la région lilloise. Cette étudiante de 21 ans supervise un groupe d'étudiants qui se rendent une après-midi par semaine à la maison d'arrêt de Loos. Les « Genepistes » suivent les détenus volontaires individuellement ou par deux. Ils apprennent ensemble à rédiger des demandes de la vie quotidienne. Car plus encore qu'à « l'extérieur », l'écrit est indispensable en prison. « La moindre participation à un atelier, toute demande de sortie, de visite, tout ce qui est adressé à l'administration pénitentiaire doit obligatoirement avoir une trace écrite pour aboutir », raconte Mathilde Decatoire. Même lorsqu'il s'agit d'accéder à un atelier pour lutter contre l'illettrisme.

NOÉMIE DESTELLE

www.associationlacle.org
motsetmerveilles59@orange.fr
www.instep.fr
association.ife.free.fr